



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général

DIRECTION DE L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE,
DE L'ACHAT, DES FINANCES ET DE L'IMMOBILIER

SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT
ET DU SUIVI DE L'EXÉCUTION DES MARCHES

BUREAU DES ACHATS MÉTIERS

Réf : PRA032726
SAILMI/SDASEM/BAM

RÈGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Acquisition de véhicules blindés (VB) équipés et de la maintenance associée au profit des forces de sécurité intérieure (FSI)

Annexe 1 : Cadre de réponse technique

Annexe 2 : Scénario de commande

Annexe 3 : DC1

Annexe 4 : DC2

Le présent document comprend 18 pages, y compris celle-ci, numérotées de 1 à 18.

S O M M A I R E

| | |
|---|----|
| ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION..... | 4 |
| ARTICLE 2. CADRE JURIDIQUE..... | 4 |
| ARTICLE 3. ALLOTISSEMENT ET DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE..... | 4 |
| ARTICLE 4. LES PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES..... | 5 |
| ARTICLE 5. FORME DE L'ACCORD-CADRE..... | 6 |
| ARTICLE 6. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE..... | 6 |
| ARTICLE 7. ÉTENDUE ET ÉCONOMIE DE L'ACCORD-CADRE..... | 6 |
| ARTICLE 8. VARIANTES..... | 7 |
| ARTICLE 9. ÉLÉMENTS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION POUR ÉTABLIR UNE OFFRE..... | 7 |
| ARTICLE 10. ACCEPTATION DES CONDITIONS DE LA CONSULTATION..... | 8 |
| ARTICLE 11. DISPOSITIONS RELATIVES À LA CANDIDATURE..... | 8 |
| 11.1. Pièces à fournir au titre de la candidature..... | 8 |
| 11.1.1. CANDIDATURE SOUS FORME DE DOCUMENT UNIQUE DE MARCHÉ EUROPÉEN (DUME)..... | 8 |
| 11.1.2. CANDIDATURE HORS DUME..... | 8 |
| 11.2. Examen des candidatures..... | 9 |
| 11.3. Candidature d'un groupement d'opérateurs économiques..... | 10 |
| 11.4. Précisions sur la sous-traitance et le recours aux capacités d'autres opérateurs économiques..... | 10 |
| ARTICLE 12. DISPOSITIONS RELATIVES À L'OFFRE..... | 10 |
| 12.1. Pièces et à fournir au titre de l'offre..... | 11 |
| 12.2. Délai de validité des offres..... | 11 |
| 12.3. Examen des offres..... | 11 |
| 12.4. Jugement des offres..... | 12 |
| 12.4.1. CRITÈRE : PRIX (35%)..... | 12 |
| 12.4.2. CRITÈRE : VALEUR TECHNIQUE (55 %)..... | 12 |
| 12.4.3. CRITÈRE : DÉLAI DE LIVRAISON (10 %)...... | 13 |
| 12.4.4. NOTE FINALE (100%)..... | 14 |
| 12.5. Conditions de remise des offres..... | 14 |
| 12.5.1. DÉPÔT D'UNE OFFRE ÉLECTRONIQUE..... | 14 |
| 12.5.2. COPIE DE SAUVEGARDE..... | 15 |
| 12.5.3. ANTIVIRUS..... | 16 |
| 12.5.4. DATE ET HEURE LIMITES DE DÉPÔT DES OFFRES..... | 16 |
| ARTICLE 13. CONSERVATION DES PLIS..... | 16 |
| ARTICLE 14. ATTRIBUTION..... | 17 |
| 14.1. Classement final des offres..... | 17 |
| 14.2. Attribution finale de l'accord-cadre..... | 17 |

| | |
|--|----|
| ARTICLE 15. ÉCHANGES AVEC L'ADMINISTRATION – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES..... | 18 |
|--|----|

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet l'acquisition de véhicules blindés (VB) équipés et de la maintenance associée au profit des forces de sécurité intérieure (FSI).

ARTICLE 2. CADRE JURIDIQUE

L'accord-cadre est soumis au Code de la commande publique.

L'accord-cadre est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L2124-2 et R2124-2 du Code de la commande publique.

La consultation a fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence publié au JOUE, au BOAMP et sur le profil acheteur (la plateforme des achats de l'État (PLACE)) de la personne publique.

ARTICLE 3. ALLOTISSEMENT ET DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

En application de l'article L2113-10 du CCP, l'accord-cadre n'est pas alloti compte tenu du fait qu'il n'est pas possible d'identifier des prestations distinctes.

L'accord-cadre se décompose comme suit :

- Poste 1 – Acquisition de véhicule blindé (VB) équipé
 - Sous-poste 1.1 : Acquisition d'un véhicule blindé (VB) pré-équipé ;
 - Sous-poste 1.2 : Acquisition et intégration d'une rampe hydraulique au VB ;
 - Sous-poste 1.3 : Acquisition d'un vérin hydraulique avant amovible ;
 - Sous-poste 1.4 : Acquisition d'une caméra 360° ;
 - Sous-poste 1.5 : Acquisition de projecteur à LED et phare de recherche ;
 - Sous-poste 1.6 : Acquisition d'un harpon amovible ;
 - Sous-poste 1.7 : Acquisition d'une caméra grand angle ;
 - Sous-poste 1.8 : Acquisition d'une plate-forme d'assaut latérale amovible – PSE 1 ;
 - Sous-poste 1.9 : Acquisition de grilles de protection du pare-brise et des vitrages amovibles ;
 - Sous-poste 1.10 : Acquisition d'un canon à eau amovible – PSE 2 ;
 - Sous-poste 1.11 : Acquisition et intégration d'un dispositif de variation de la pression des pneumatiques au VB – PSE 3 ;
 - Sous-poste 1.12 : Acquisition et intégration d'un système d'extinction des feux au niveau des pneumatiques au VB – PSE 4 ;
 - Sous-poste 1.13 : Acquisition d'un treuil avant amovible.
- Poste 2 – Livraison du VB équipé en Île-de-France
- Poste 3 – Formations
 - Sous-poste 3.1 : Formation spécifique à la conduite et à la mise en œuvre du VB ;
 - Sous-poste 3.2 : Formation spécifique à l'utilisation du système de rampe hydraulique ;

- Sous-poste 3.3 : Formation spécifique à la maintenance du VB de niveau NTI1 ;
- Sous-poste 3.4 : Formation spécifique à la maintenance du VB de niveau NTI2 ;
- Sous-poste 3.5 : Formation spécifique à la maintenance du système de rampe hydraulique (NTI 1 et 2) du VB ;
- Poste 4 – Maintenance et pièces détachées associées
 - Sous-poste 4.1 : Maintenance périodique NTI 1 du VB ;
 - Sous-poste 4.2 : Maintenance périodique préventive NTI 2 du VB ;
 - Sous-poste 4.3 : Maintenance curative NTI 2 du VB ;
 - Sous-poste 4.4 : Maintenance périodique NTI 1 du système de rampe hydraulique ;
 - Sous-poste 4.5 : Maintenance périodique préventive NTI 2 du système de rampe hydraulique ;
 - Sous-poste 4.6 : Maintenance curative NTI 2 du système de rampe hydraulique ;
 - Sous-poste 4.7 : Acquisition de pièces détachées pour le VB ;
 - Sous poste 4.8 : Acquisition de pièces détachées pour le système de rampe hydraulique ;
 - Sous-poste 4.9 : Acquisition de pièces détachées pour le vérin hydraulique avant amovible ;
 - Sous-poste 4.10 : Acquisition de pièces détachées pour la caméra 360° ;
 - Sous-poste 4.11 : Acquisition de pièces détachées pour le projecteur à LED et phare de recherche ;
 - Sous-poste 4.12 : Acquisition de pièces détachées pour le harpon amovible ;
 - Sous-poste 4.13 : Acquisition de pièces détachées pour la caméra grand-angle ;
 - Sous-poste 4.14 : Acquisition de pièces détachées pour la plate-forme d'assaut latérale amovible – PSE 1 ;
 - Sous-poste 4.15 : Acquisition de pièces détachées pour la grille de protection du pare-brise et des vitrages amovibles ;
 - Sous-poste 4.16 : Acquisition de pièces détachées pour le canon à eau amovible – PSE 2 ;
 - Sous-poste 4.17 : Acquisition de pièces détachées pour le dispositif de variation de la pression des pneumatiques – PSE 3 ;
 - Sous-poste 4.18 : Acquisition de pièces détachées pour le système d'extinction des feux au niveau des pneumatiques – PSE 4 ;
 - Sous-poste 4.19 : Acquisition de pièces détachées pour le treuil avant amovible.

Les postes sont détaillés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord-cadre.

ARTICLE 4. LES PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES

Les prestations supplémentaires éventuelles sont toutes facultatives. L'administration choisit ou non de lever les prestations supplémentaires éventuelles au moment de l'attribution de l'accord-cadre sous réserve que le candidat retenu (sur son offre de base) propose cette prestation supplémentaire éventuelle et que celle-ci est conforme aux exigences techniques impératives du CCTP.

Les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) sont les suivantes :

- PSE 1 : acquisition d'une plate-forme d'assaut latérale amovible (sous-poste 1.8) et la prestation associée d'acquisition de pièces détachées (sous-poste 4.14) ;
- PSE 2 : acquisition de pièces détachées pour le canon à eau amovible (sous-poste 4.16)
- PSE 3 : acquisition et intégration d'un dispositif de variation de la pression des pneumatiques au VB (sous-poste 1.12) et la prestation associée d'acquisition de pièces détachées (sous-poste 4.17) ;
- PSE 4 : acquisition et intégration d'un système d'extinction des feux au niveau des pneumatiques au VB (sous-poste 1.13) et la prestation associée d'acquisition de pièces détachées (sous-poste 4.18) ;

Il est facultatif pour les soumissionnaires de répondre aux PSE 1 à 4. L'absence de réponse n'entraîne pas le rejet de leur offre. De même que la non-conformité de leur offre sur une PSE n'entraîne pas le rejet de leur offre.

ARTICLE 5. FORME DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre, mono-attributaire s'exécute au fur et à mesure de l'apparition des besoins par l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R 2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

ARTICLE 6. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 4 ans à compter de la date de sa notification.

La décision est notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Sans préjudice de l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique, des bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées, sans toutefois que celle-ci ne puisse excéder de plus de six mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 7. ÉTENDUE ET ÉCONOMIE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu sans minimum et pour un montant maximum de 39 600 000 € TTC pour toute sa durée.

Les quantités estimatives, exprimées sur toute la durée de l'accord-cadre, sont les suivantes :

| Poste | Sous-poste | Description | Quantités estimatives |
|--|-----------------|---|--|
| Poste 1 - Acquisition de véhicule blindé (VB) équipé | Sous-poste 1.1 | Acquisition de véhicule blindé (VB) | 11 |
| | Sous-poste 1.2 | Acquisition et intégration d'une rampe hydraulique au VB | 6 |
| | Sous-poste 1.3 | Acquisition d'un vérin hydraulique avant amovible | 11 |
| | Sous-poste 1.4 | Acquisition d'une caméra 360° | 11 |
| | Sous-poste 1.5 | Acquisition de projecteurs à LED et phare de recherche | 11 |
| | Sous-poste 1.6 | Acquisition d'un harpon amovible | 11 |
| | Sous-poste 1.7 | Acquisition d'une caméra grand angle | 11 |
| | Sous-poste 1.9 | Acquisition d'une grille de protection du pare-brise et des vitrages amovibles | 11 |
| | Sous-poste 1.13 | Acquisition d'un treuil avant amovible | 11 |
| Poste 2 | | Livraison du VB équipé en Île-de-France | 11 |
| Poste 3 - Formations | Sous-poste 3.1 | Formation spécifique à la conduite et à la mise en œuvre du VB | 4 |
| | Sous-poste 3.2 | Formation spécifique à l'utilisation du système de rampes hydrauliques | 4 |
| | Sous-poste 3.3 | Formation spécifique à la maintenance du VB de niveau NT1 | 4 |
| | Sous-poste 3.4 | Formation spécifique à la maintenance du VB de niveau NT2 | 4 |
| | Sous-poste 3.5 | Formation spécifique à la maintenance du système de rampes hydrauliques du VB | 4 |
| Poste 4 - Maintenance et pièces détachées associées | Sous-poste 4.1 | Maintenance périodique du VB NT1 | Besoin pour le maintien en condition opérationnelle de 11 VB et de 6 rampes hydrauliques sur la 1ère et 2ème année |
| | Sous-poste 4.2 | Maintenance périodique préventive du VB NT1 | |
| | Sous-poste 4.3 | Maintenance curative du VB NT1 | |
| | Sous-poste 4.4 | Maintenance périodique du système de rampe hydraulique NT1 | |
| | Sous-poste 4.5 | Maintenance périodique préventive du système de rampe hydraulique NT1 | |
| | Sous-poste 4.6 | Maintenance curative du système de rampe hydraulique NT1 | Besoin pour le maintien en condition opérationnelle de 11 VB et de 6 rampes hydrauliques sur la 3ème et 4ème année |
| | Sous-poste 4.7 | Acquisition de pièces détachées pour le VB | |
| | Sous-poste 4.8 | Acquisition de pièces détachées pour la rampe hydraulique | Besoin pour le maintien en condition opérationnelle de 11 VB équipés sur 4 ans |
| | Sous-poste 4.9 | Acquisition de pièces détachées pour le vérin hydraulique avant amovible | |
| | Sous-poste 4.10 | Acquisition de pièces détachées pour la caméra 360° | |
| | Sous-poste 4.11 | Acquisition de pièces détachées pour le projecteur à LED et phare de recherche | |
| | Sous-poste 4.12 | Acquisition de pièces détachées pour le harpon amovible | |
| | Sous-poste 4.13 | Acquisition de pièces détachées pour la caméra grand-angle | |
| | Sous-poste 4.15 | Acquisition de pièces détachées pour la grille de protection du pare-brise et des vitrages amovible | |
| | Sous-poste 4.19 | Acquisition de pièces détachées pour le treuil avant amovible | |

Ces indications ne sauraient engager contractuellement l'administration pour l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 8. VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 9. ÉLÉMENTS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION POUR ÉTABLIR UNE OFFRE

Outre le présent règlement de la consultation et ses annexes, les documents à prendre en compte par le candidat pour établir son offre sont les suivants :

- L'annexe 1 à l'acte d'engagement, relative aux prix et aux délais de livraison ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics industriels (CCAG/MI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- les éventuelles réponses apportées par l'administration aux questions posées par les candidats pendant la consultation ;
- l'avis d'appel public à la concurrence.

Les candidats ont à produire un dossier complet. Le dossier de consultation est fourni gratuitement par la personne publique.

Les candidats prennent en charge tous les frais consécutifs (droits de douane inclus) au dépôt de l'offre.

Tous les documents administratifs et techniques obligatoires présentés doivent être rédigés en langue française. Les autres documents, en langue étrangère, ne sont pris en compte que s'ils sont accompagnés d'une traduction complète en langue française. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalent est soumis à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 10. ACCEPTATION DES CONDITIONS DE LA CONSULTATION

La participation à la consultation vaut acceptation sans restriction du présent règlement de la consultation et de tous les documents constitutifs de l'accord-cadre.

ARTICLE 11. DISPOSITIONS RELATIVES À LA CANDIDATURE

11.1. Pièces à fournir au titre de la candidature

11.1.1. CANDIDATURE SOUS FORME DE DOCUMENT UNIQUE DE MARCHÉ EUROPÉEN (DUME)

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé.

Le DUME devra être complété et signé par une personne habilitée à engager l'opérateur économique.

11.1.2. CANDIDATURE HORS DUME

Les documents à fournir sont les suivants :

1- **La lettre de candidature** – imprimé DC1 joint ou équivalent.

2- **Une déclaration sur l'honneur du candidat**, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 dudit code, notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail .

Le document « lettre de candidature », imprimé DC1 joint, peut-être utilisé ;

3- Afin d'apprécier les capacités économiques et financières du candidat :

une déclaration concernant le chiffre d'affaires hors taxes global et dans le domaine d'activité faisant l'objet de l'accord-cadre, portant sur les trois derniers exercices disponibles.

Le document « déclaration du candidat », imprimé DC2 joint, peut-être utilisé.

Les sociétés de création récentes sont autorisées à prouver leur capacité économique par tout autre moyen, notamment une déclaration appropriée de banque ou la preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.

4- Afin d'apprécier les capacités techniques et professionnelles du candidat :

une liste des principales livraisons effectuées au cours des trois dernières années, en rapport avec l'objet de l'accord-cadre, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé des fournitures et/ou services.

Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou à défaut par une déclaration de l'opérateur économique.

Le document « déclaration du candidat », imprimé DC2 joint, peut être utilisé.

À défaut de références, le candidat est autorisé à présenter tout moyen de preuve prévu dans l'arrêté du 22 mars 2019, de sa capacité technique et professionnelle qu'il juge pertinent au regard de l'objet de l'accord-cadre.

Recours aux bases de données et espace de stockage numérique :

Conformément aux dispositions de l'article R2143-13 du Code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

L'administration peut demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Des justificatifs peuvent être demandés au candidat, à tout moment de la procédure, avant l'attribution de l'accord-cadre.

11.2. Examen des candidatures

Conformément à l'article R2161-4 du Code de la commande publique, l'acheteur examinera les offres avant les candidatures.

En application de l'article R. 2144-3 du Code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats sera effectuée au plus tard avant l'attribution du marché à l'attributaire pressenti.

Conformément à l'article R2144-2 du Code de la commande publique, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter leur dossier dans un délai identique pour tous.

Dans ce cas, en application de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

11.3. Candidature d'un groupement d'opérateurs économiques

Les candidats peuvent présenter leur offre sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire au sens de l'article R2142-20 du code la commande publique.

Un opérateur économique ne peut présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. Il représente l'ensemble de ses membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonne des prestations des membres du groupement.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité de la capacité requise pour exécuter l'accord-cadre.

11.4. Précisions sur la sous-traitance et le recours aux capacités d'autres opérateurs économiques

Les dispositions des articles R2193-1 et suivants du Code de la commande publique s'appliquent.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

L'opérateur sur lequel s'appuie le candidat peut être un sous-traitant.

La sous-traitance totale des prestations est interdite. Le titulaire doit réaliser une part significative des prestations.

La présentation d'un sous-traitant peut se faire à l'aide de l'imprimé DC4 (modèle de déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

12.1. Pièces et à fournir au titre de l'offre

Doivent être impérativement fournis au titre de l'offre du candidat :

1 – **Le bordereau de prix** dûment renseigné. **La trame du bordereau de prix ne peut être modifiée**, à l'exception de l'ajout des pièces détachées pour les sous-postes 4.7 à 4.19.

Ce document sera, lors de la conclusion du contrat, annexé à l'acte d'engagement (formulaire ATTRI1, consultable à l'adresse internet : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attribution-marches-2019>).

2 – **Le cadre de réponse technique intégralement complété.**

3 – **Le descriptif technique détaillé des fournitures** permettant tout à la fois de vérifier la conformité et d'évaluer la qualité de l'offre par rapport au CCTP. Les candidats sont invités à fournir des renseignements explicites et des justificatifs techniques, qui permettent de juger au mieux de la qualité de leur offre.

4 – **Le scénario de commande** dûment complété. **La trame du scénario de commande ne peut être modifiée**, à l'exception de l'ajout des pièces détachées pour le sous-poste 4.7.

Les informations transmises dans ce document engagent les soumissionnaires dans l'exécution du contrat, notamment pour le nombre de maintenance périodiques NTI 1 et préventives NTI 2 pour 11 véhicules blindés et 6 rampes hydrauliques, ainsi que sur la liste des pièces détachées et le nombre nécessaires au maintien en condition opérationnelle de 2 véhicules blindés sur 4 ans, selon le schéma d'emploi décrit dans le scénario.

12.2. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Toutefois, à l'échéance de ce délai, la personne publique peut demander, par écrit, aux candidats de maintenir leur offre pour un nouveau délai. En cas d'acceptation unanime, notifiée par écrit à la personne publique, les candidats sont engagés par leur offre jusqu'à l'échéance de ce nouveau délai.

12.3. Examen des offres

Les offres jugées inappropriées, ou inacceptables seront écartées et ne feront pas l'objet d'une notation.

S'agissant des offres irrégulières, conformément aux dispositions de l'article R2152-2 du Code de la commande publique, l'administration peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles

ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Conformément à l'article R2161-5, l'administration peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

La conformité des offres sera examinée au regard des documents fournis par les candidats, et des spécifications listées au CCTP.

Seules les offres déclarées conformes seront par la suite évaluées au vu des documents fournis par les candidats.

12.4. Jugement des offres

Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse s'effectuera, pour les offres techniquement conformes, en application de l'article R2152-7 du Code de la commande publique et des critères suivants pondérés en fonction de leur importance :

| Critères | Pondération |
|----------------------------|-------------|
| Critère prix | 35 % |
| Critère valeur technique | 55 % |
| Critère délai de livraison | 10 % |

12.4.1. CRITÈRE : PRIX (35%)

La note du critère prix, notée N_{prix} , sera établie sur la base du scénario de commande en annexe 2 au présent document, complété par le candidat.

La note relative au prix de l'offre (Prix de l'offre à noter) sera déterminée par comparaison avec l'offre du candidat pour laquelle le prix est le plus bas (Prix de référence), selon la formule suivante :

$$N_{\text{prix}} = 35 \times \left(\frac{\text{Prix de référence}}{\text{Prix de l'offre à noter}} \right)$$

En conséquence, l'offre financière la moins-disante se voit attribuer la meilleure note (totalité des points du critère) sur le critère prix, dans le cas présent 35 points. La notation des autres offres est proportionnelle aux écarts de montants.

12.4.2. CRITÈRE : VALEUR TECHNIQUE (55 %)

La valeur technique sera appréciée à la lecture de l'offre du candidat.

L'évaluation de la valeur technique sera effectuée conformément aux sous-critères et au barème de notation ci-dessous :

| Référence | Exigence | Nombre de points maximum |
|--------------|---|--------------------------|
| A04 | Le véhicule peut accueillir un groupe de plus de huit opérateurs en plus de l'équipage. | 50 |
| A07 | Le véhicule est équipé de deux portes battantes à l'arrière. | 20 |
| A09 | La largeur de l'ouverture globale de l'accès arrière est la plus grande possible. | 40 |
| A22 | La peinture intérieure du véhicule est de couleur AFNOR A475. | 20 |
| A24 | L'état de chaque portes et de la trappe de toit (ouvertes/verrouillées) est indiqué sur le tableau de bord ou sur un écran accessible pour le pilote et le chef de bord depuis son poste. | 20 |
| A30 | La hauteur maximale du plancher de l'espace arrière par rapport au sol est la plus basse possible. | 30 |
| A32 | La hauteur intérieure dans l'espace arrière est la plus grande possible. | 40 |
| A36 | Les anneaux de remorquage permettent de tracter un véhicule d'une masse supérieur à 8T sur une distance de 5 mètres. | 40 |
| A38 | Le véhicule peut pousser un obstacle d'une masse supérieur à 8T sur une distance de 5 mètres. | 40 |
| A39 | Le titulaire du marché fournit au moins une élingue permettant de tracter la capacité max de véhicule. | 10 |
| A41 | Le véhicule dispose d'un système de navigation type GPS tableau de bord. | 10 |
| A42 | Le sol de l'espace arrière du véhicule est antidérapant. | 20 |
| C02 | Le véhicule franchit une marche d'une hauteur supérieur à 260 millimètres. | 40 |
| C06 | Le diamètre de braguage du véhicule entre deux trottoirs est inférieur à 14 m. | 30 |
| C12 | Le véhicule se déplace en marche avant sur route horizontale à une vitesse supérieur à 100 km/h avec l'ensemble des accessoires des sous-postes 1.2 à 1.13. | 50 |
| F01 | Le véhicule est équipé d'au moins 4 caméras et d'un récepteur au niveau du tableau de bord. Cet équipement permet au conducteur et au chef de bord d'avoir une vision périphérique à 360° de l'extérieur immédiat du véhicule. Deux caméras sont situées sur les côtés gauche et droit, une à l'avant et une à l'arrière du véhicule. | 50 |
| F03 | Les marchepieds latéraux sont rabattables. Le système est simple d'utilisation. La hauteur des marches-pieds permet aux opérateurs équipés en tenue d'intervention complète (Gilet lourd, casque lourd, armement) une montée et une descente aisée. | 50 |
| F09 | Le véhicule dispose d'un système d'extinction d'incendie dans le compartiment moteur. | 30 |
| F10 | Les garde-boues et les élargisseurs d'ailes du véhicule sont revêtus d'un revêtement spécial pour une meilleure protection contre les chocs et les rayures. | 20 |
| H05 | Le véhicule dispose de minimum 2 prises électriques de 220V à l'intérieur du véhicule. | 10 |
| H06 | Le véhicule dispose d'une prise Otan 24V pour le redémarrage secours | 10 |
| H07 | Le véhicule alerte l'équipage lorsque le niveau des batteries est faible. | 10 |
| J02 | Le véhicule est équipé d'un système de rampes hydrauliques qui permet aux opérateurs de s'élever le plus haut possible afin d'accéder aux étages d'un bâtiment. La hauteur entre le sol et l'extrémité de la rampe est supérieur 4,5 mètres. | 40 |
| TOTAL | | 680 |

• Valeur technique finale

La somme des points obtenus par chacune des offres des candidats lors de l'évaluation de la valeur technique sera notée VT.

La formule suivante sera ensuite appliquée afin de déterminer la note relative à la valeur technique de l'offre du candidat évaluée, notée N_{VT} :

$$N_{VT} = 55 \times \left(\frac{VT \text{ de l'offre examinée}}{VT \text{ la plus élevée}} \right)$$

De cette façon, l'offre technique ayant obtenu le plus de points lors de l'évaluation de la valeur technique obtiendra la note maximale pour la notation du critère « valeur technique » (en l'occurrence 55 points). La notation des autres offres sera proportionnelle aux écarts de points.

12.4.3. CRITÈRE : DÉLAI DE LIVRAISON (10 %)

Le critère délai de livraison du véhicule blindé équipé (poste 1) est apprécié au regard de l'offre du candidat dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement, relative aux prix et aux délais.

L'évaluation de ce critère est effectuée conformément au tableau ci-dessous :

| Délai de livraison | Nombre de points |
|---------------------------------------|------------------|
| Inférieur à 12 mois | 100 |
| Inférieur à 13 mois ou égal à 12 mois | 70 |
| Inférieur à 14 mois ou égal à 13 mois | 60 |
| Inférieur à 15 mois ou égal à 14 mois | 50 |
| Inférieur à 16 mois ou égal à 15 mois | 40 |
| Inférieur à 17 mois ou égal à 16 mois | 30 |
| Inférieur à 18 mois ou égal à 17 mois | 20 |
| 18 mois | 0 |

La formule suivante sera ensuite appliquée afin de déterminer la note relative au critère délai de livraison de l'offre du candidat évaluée, notée N_{DL} :

$$N_{DL} = 10 \times \left(\frac{\text{Nombre de points de l'offre examinée}}{\text{Nombre de points la plus élevée}} \right)$$

De cette façon, l'offre ayant obtenu le plus de points lors de l'évaluation du critère délai de livraison obtiendra la note maximale pour la notation du critère « délai de livraison » (en l'occurrence 10 points). La notation des autres offres sera proportionnelle aux écarts de points.

12.4.4. NOTE FINALE (100%)

La note finale de l'offre du candidat, notée N_{finale} , sera calculée par addition des notes relatives au prix, à la valeur technique et au délai de livraison :

$$N_{finale} = N_{prix} + N_{VT} + N_{DL}$$

12.5. Conditions de remise des offres

Les candidats prennent en charge tous les frais consécutifs au dépôt de l'offre.

12.5.1. DÉPÔT D'UNE OFFRE ÉLECTRONIQUE

Les offres sont transmises exclusivement par voie électronique, via la plateforme des achats de l'État (PLACE), à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>.

Les modalités pratiques de dépôt des candidatures et des offres sont précisées dans le « Guide d'utilisation à destination des opérateurs économiques », accessible et téléchargeable sous l'onglet « Aide », puis « Guides d'utilisation » du site de la PLACE.

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- x Formats exécutables : .exe, .com, .scr, etc. ;
- x Macros ;
- x ActiveX, Applets, scripts, etc.

12.5.2. COPIE DE SAUVEGARDE

Parallèlement à l'envoi électronique, les candidats peuvent, conformément aux dispositions de l'article R2132-11 du Code de la commande publique, et s'ils le souhaitent, faire parvenir au pouvoir adjudicateur, dans le délai prévu pour la remise des offres, une copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique.

Cette copie est adressée :

- soit par **courrier recommandé avec demande d'avis de réception** postal à l'adresse suivante :

Ministère de l'Intérieur
Secrétariat général
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de
l'immobilier
Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'Intérieur
Sous-direction de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés
Bureau des achats métiers
Place Beauvau
75 800 Paris Cedex 08

- soit par **transporteur/livreur** dans des conditions permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception et sa confidentialité à l'adresse suivante :

Ministère de l'Intérieur
Secrétariat général
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de
l'immobilier
Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'Intérieur
Sous-direction de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés
Bureau des achats métiers
Immeuble Garance
18 rue des Pyrénées
75 020 Paris

Dans les deux hypothèses, les plis comportent les mentions suivantes :

- « Appel d'offres Véhicules Blindés »
- « Copie de sauvegarde »
- la raison sociale du candidat
- « Ne pas ouvrir par le service courrier »

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres ;
- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.

12.5.3. ANTIVIRUS

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli est considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Dans l'hypothèse où une copie de sauvegarde a été remise, cette copie de sauvegarde est ouverte si un programme informatique malveillant a été détecté.

12.5.4. DATE ET HEURE LIMITES DE DÉPÔT DES OFFRES

Les plis électroniques, les éventuelles copies de sauvegarde doivent être remis avant le :

04 septembre 2025 à 14H00

Les envois sont effectués aux frais et risques du candidat. Ce dernier est seul responsable du moyen d'acheminement choisi et du respect des délais de remise des plis.

ARTICLE 13. CONSERVATION DES PLIS

Tout pli qui parvient au-delà de la date et de l'heure limites de dépôt est considéré comme hors délai. Il est enregistré et non ouvert. Ce pli est conservé par l'administration.

Ces plis ne peuvent plus être retirés et demeurent la propriété de la personne publique.

Les candidats sont informés par écrit du rejet de leur candidature et/ou de leur offre.

Les échantillons arrivés hors délai, ou rattachés à un pli arrivé hors délai, ne seront pas analysés.

Deux mois calendaires après la date de publication de l'attribution du présent accord-cadre au journal officiel, les soumissionnaires dont les échantillons sont arrivés hors délai, ou rattachés à un pli arrivé hors délai, et qui le souhaitent ont la possibilité de venir

reprendre leurs échantillons non détruits, dans un délai d'un mois à compter de cette date.

À l'expiration de ces délais, les échantillons resteront la propriété de l'Administration.

ARTICLE 14. ATTRIBUTION

14.1. Classement final des offres

Les soumissionnaires seront classés par ordre décroissant, en fonction de la note finale obtenue. L'offre la mieux classée (celle qui obtient la note finale la plus élevée) sera retenue sous réserve des dispositions de l'article suivant.

14.2. Attribution finale de l'accord-cadre

L'administration demandera au soumissionnaire classé premier, conformément aux dispositions de l'article R.2144-4 du Code de la commande publique, de justifier qu'il n'entre pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du Code de la commande publique ; notamment qu'il est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Conformément à l'article R.2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'administration peut obtenir directement par le biais :

- d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à celui-ci soit gratuit.

L'article D.113-14 du Code des relations entre le public et l'administration, résultant du décret 2019-31 du 18 janvier 2019, dispose que les entreprises et les organismes à but non lucratif ne sont pas tenus de produire à l'appui des procédures relatives aux marchés publics, dès lors que ces pièces peuvent être obtenues directement auprès d'une autre administration (l'attestation de régularité fiscale, les attestations de régularité sociale et de vigilance URSSAF, l'extrait Kbis et le certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés).

Le soumissionnaire sera invité, dans le même temps, à déposer un relevé d'identité bancaire (RIB), ainsi que les documents justificatifs et autres moyens de preuve, dans les conditions fixées aux articles R.2143-7 à R.2143-12 du Code de la commande publique.

Si le soumissionnaire ne peut produire les justificatifs, dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la demande de l'Administration, son offre sera rejetée.

Le représentant du pouvoir adjudicateur présente alors la même demande au soumissionnaire le mieux classé et initialement non retenu.

Dès qu'il a fait son choix, et avant la conclusion de l'accord-cadre, le représentant du pouvoir adjudicateur avise, par écrit, tous les autres soumissionnaires du rejet de leurs offres.

ARTICLE 15. ÉCHANGES AVEC L'ADMINISTRATION – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les questions éventuelles des soumissionnaires seront exclusivement adressées au bureau des achats métiers via la PLACE.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques six jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande dix jours calendaires avant la date limite de réception des offres.

Les réponses seront envoyées via la PLACE.

Dès lors que la réponse peut apporter une connaissance spécifique ou un avantage à un soumissionnaire pour la compréhension du projet, l'ensemble des soumissionnaires en sera informé.

Il est, en outre, précisé que les renseignements ne pourront être demandés et obtenus uniquement dans le cadre prévu par le présent règlement de la consultation et dans le respect de la stricte égalité entre les différents soumissionnaires.